

PLAIDOYER POUR UNE RIVIÈRE LIBRE

Mémoire présenté par Sébastien Béland, citoyen québécois

Au Bureau d'audiences publiques sur l'environnement

Dans le cadre de l'enquête et de l'audience publique sur le
projet d'aménagement hydroélectrique du site du barrage
Magpie

Juin 2004

Plaidoyer pour une rivière libre

Ce document constitue mon mémoire ainsi que le fruits de mes réflexions personnelles concernant la possibilité de la construction d'un barrage hydro-électrique sur la rivière Magpie.

Par ailleurs, j'aimerais souligner mon insatisfaction quant à la gestion des biens naturels du Québec. Tel que convenu par les lois qui régissent notre société, les rivières, les lacs et les forêts relèvent du domaine public, ce qui implique qu'ils appartiennent à tous les Québécois, peu importe la région et la municipalité où ils demeurent. Par conséquent, tout développement industriel touchant à ces bijoux patrimoniaux les concernent et leurs opinions devraient être pris en compte.

Or, la tendance des dernières années est contraire à ce concept d'égalité car les décisions finales sont désormais prises en fonction de la simple approbation locale. Il s'agit que le projet reçoive l'approbation d'une minorité locale pour qu'on en conclut qu'il est accepté par l'ensemble de la population. Cette façon de faire trahit nos lois et laisse entendre que les rivières n'appartiennent plus aux Québécois, mais à une minorité locale. Il s'agit d'une façon de faire illégale et immorale. Ces rivières appartiennent à l'ensemble de la population, ce qui est une question réglée depuis longtemps au Québec. Mais les pratiques actuelles démontrent que le gouvernement viole ses propres lois en autorisant des tonnes de projets sous un seul critère d'approbation locale.

Ainsi, les Québécois sont en train de perdre graduellement leur pouvoir démocratique. D'aucuns argumenteront qu'il s'agit d'une décentralisation, voire une déconcentration, du pouvoir. Mais c'est beaucoup que ça : c'est une atteinte fondamentale à nos principes de partage et à nos valeurs qui nous distinguent. Il faut par ailleurs corriger le tir en considérant les impacts des projets de développement industriels, tels les barrages, sur l'ensemble de la société québécoise actuelle et future. Il importe de considérer qu'il n'y a pas que l'économie industrielle qui forme les valeurs

d'une société. D'autres valeurs peuvent être porteurs de développement et d'épanouissement culturel. Ces autres valeurs doivent être prises en considérations quand vient le temps d'évaluer les impacts de la construction d'un barrage sur une rivière patrimoniale comme la Magpie.

Certains argumenteront peut-être que la population peut participer aux consultations du BAPE et autres. Or, au nombre de consultations qu'il y a partout, il est impossible pour les citoyens de se prononcer sur tous les projets qui les touchent et les concernent. Cela relève de l'utopie, même si quelqu'un s'y consacre à temps plein. Le gouvernement Charest a lancé une grande vagues de consultations publiques dans tous les domaines qui touchent la société québécoise : aires protégées, nombreux BAPE de toute sorte, énergie, forêts, éducations, forums régionaux. Chaque citoyen sera touché par l'ensemble des perturbations sociales et environnementales que le gouvernement entend faire. Comment peut-il se faire entendre dans toutes ces consultations qui se déroulent en même temps? **Un fort recul démocratique est en cours au Québec et les commissaires du BAPE sur la rivière Magpie doivent en tenir compte en s'assurant que les intérêts de l'ensemble de la population soient les intérêts qui primeront dans le dossier de la Magpie.** Et ce, même si le taux de participation de la population est faible : la population est occupée ailleurs : elle se bat pour le maintien de ses acquis sociaux, elle se bat pour qu'il reste un peu de forêts dans 50 ans, elle se bat contre des projets insensés comme le Suroît ou le forage dans le fleuve Saint-Laurent, elle se bat contre la privatisation et la précarité de ses emplois qui dépendent trop souvent, en région notamment, d'une mono-industrie.

D'autre part, je désire indiquer aux commissaires que **je m'oppose vertement à la construction de ce barrage.** En tant qu'amateur de canot-camping, je considère qu'une autre de nos magnifiques rivières me sera enlevée à tous jamais (et elle sera enlevée à mes enfants sans même qu'ils n'aient leur mot à dire). La prolifération des barrages combinée aux nombreux détournements des rivières de la Côte-Nord et du Québec en général font désormais en sorte qu'il devient de moins en moins intéressant de faire du canot dans cette magnifique région. C'est d'ailleurs le cas pour l'ensemble du

Québec. Je dois désormais parcourir des distances inimaginables pour trouver des coins de pays encore intacts de toute exploitation industrielle. Bientôt, je devrai changer de pays pour pratiquer mon activité favorite, ce qui est inacceptable dans un pays réputés pour la beauté et l'étendue de ses paysages. Les rivières du Québec ont une réputation internationale et nous sommes en train de perdre l'une de nos plus belles richesses patrimoniales au profit de quelques hydro-dollars.

Et c'est la Côte-Nord et le Québec qui seront les grands perdants au point de vue économique car je dépense annuellement des milliers de dollars par année pour pratiquer cette activité qui est devenue pour moi un véritable mode de vie. Lorsque je me déplace dans une région pour y faire du canot, je dois payer mon essence, ma nourriture, des droits d'accès de toute sorte, etc. J'achète souvent les cartes de ces régions, je loue souvent de l'équipement dans des boutiques spécialisées, je demande les services des entreprises récréo-touristiques. Souvent, je prends même le temps de visiter les endroits touristiques comme les parcs, les musées ou les attractions locales. Je passe parfois du temps dans la ville la plus proche où je dépense certainement beaucoup d'argent. Je contribue donc à l'économie de la région que je visite. Certes, à moi seul je ne fait pas rouler l'économie de la Côte-Nord, mais considérant qu'il y a des milliers de canoteurs et de kayakistes qui proviennent d'un peu partout (du Québec, du Canada, des États-Unis et de l'Europe), je crois bien que cela amène beaucoup plus d'argent et d'emploi à long terme que les quelques emplois permanents créés par la construction d'un simple barrage.

À l'heure où le gouvernement tente d'inciter les Québécois à passer leurs vacances au Québec (il s'agit de voir le montant annuel investi en publicité par Tourisme Québec), je trouve aberrant que ses attraits touristiques les plus attirants, ses rivières (avec ses rapides et ses chutes) ainsi que ses forêts, soient si bêtement détruits sans aucune considération pour les générations actuelles et futures. Il y a là une grande contradiction et un grand manque de responsabilité sociale.

En tant que simple citoyen, je n'ai certainement pas les moyens financiers ni les ressources d'un service de recherche des promoteurs de ces projets. Ainsi, mon mémoire

n'est ni documenté, ni scientifique. Par contre, comme les rivières appartiennent à tous les Québécois, je considère que mon point de vue très valable et qu'il représente ce que pense une très large part de la population du Québec.

Hydro-Québec semble oublier qu'il est d'abord et avant tout une propriété de l'État. Or, depuis quelques années, Hydro-Québec agit comme une entreprise privée assoiffée de profits et de conquêtes de marchés financiers. Hydro-Québec bafoue carrément les intérêts à long terme de la population québécoise et se permet de mentir à la population en ce qui concerne les réels besoins énergétiques du Québec. En effet, plusieurs spécialistes en énergie ainsi que plusieurs groupes, dont notamment la très grande coalition Québec Vert Kyoto, contestent les chiffres avancés par **notre** société d'État (j'ai presque honte d'écrire qu'il s'agit de «notre» société d'État, alors qu'il n'y a pas si longtemps Hydro-Québec constituait une fierté québécoise!).

De toute façon, il y a moyen de conserver nos rivières et les forêts qui les entourent : nous n'avons qu'à opter pour l'énergie solaire qui, contrairement à l'hydroélectricité, est une énergie renouvelable. Par contre, la véritable solution à tout problème énergétique demeure et demeurera toujours l'efficacité énergétique combinée à des campagnes de sensibilisation de diminution de la consommation d'énergie. Pourquoi Hydro-Québec refuse de s'engager dans cette voie? Ce n'est pas les timides publicités des derniers jours dont je parle, mais bien d'une campagne de plusieurs années similaires à celles de l'alcool au volant de SAAQ. L'expérience à démontrer que ce type de campagne avait des effets bénéfiques à long terme.

Il faut aussi considérer tous les impacts néfastes de la construction d'un barrage. Contrairement à ce que l'on enseigne encore dans nos écoles (c'est effrayant de mentir ainsi à nos enfants!), l'hydroélectricité n'est pas une énergie verte dans une perspective de développement durable. Quoiqu'en dise les bonzes d'Hydro-Québec, les barrages contribuent à la perturbation des écosystèmes, à la pollution et au réchauffement de l'eau, au réchauffement climatique et la destruction des paysages qui sont un bien public. En plus de nous priver d'une richesse collective, ces barrages contribuent à la dégradation de

notre environnement. Attendons-nous qu'il soit trop tard pour prendre nos responsabilités et voir à la protection et à la conservation de nos rivières et de nos forêts qui les protègent? Et que dire des habitats fauniques et aquatiques? On dirait qu'ils ne sont tout simplement pas pris en compte par les décideurs. Pourtant, les liens étroits entre les animaux et l'être humain ne sont plus à démontrer. Même la santé humaine est grandement affectée par la construction de barrages. Parlez-en aux autochtones qui vivent à proximité d'un barrage!

Par ailleurs, j'aimerais partager mes projets personnels avec les commissaires. Malgré qu'il s'agisse de ma vie privée, je crois qu'il est pertinent considérant l'impact que la construction de barrages et la destruction des paysages de la Côte-Nord auront sur leurs réalisations. J'habite actuellement à Gatineau en Outaouais. Il y a longtemps que je caresse le projet d'aller m'établir avec ma conjointe sur la Côte-Nord, d'y fonder une famille nombreuse et d'y travailler dans un secteur respectant mes valeurs et mes intérêts. Contrairement à bien des gens qui se rendent sur la Côte-Nord pour quelques années, le temps de faire un peu d'argent, et qui finissent par quitter définitivement la région, je voulais m'y installer en permanence. Mais depuis quelque temps, ce projet est sur la glace car je constate malheureusement que les nombreux projets de barrages, les détournements de rivières et les nombreuses coupes à blanc qui caractérisent cette région ne sont pas très attirante pour une famille. Mon rêve est en train de s'effondrer avec les ressources naturelles de la Côte-Nord! Avec ce que j'ai vu de mes dernières visites dans cette région, j'ai de moins en moins le goût de prendre racine dans un coin de pays laissé à la merci du développement industriel.

Lors du Rendez-vous des régions, le problème de l'exode des jeunes fut soulevé à maintes reprises. Les régions criaient haut et fort leur impuissance à attirer les jeunes familles à s'installer chez eux. Toute sorte de concepts patentés furent avancés pour expliquer les causes et des solutions bidons furent présentées. Mais le véritable problème, il est pourtant simple à déceler, c'est que les régions ne comptent que sur les industries d'extraction des matières premières pour survivre. Le *patern* des années duplessistes persistent et les régions sont victimes de leur propre mode économique. La

seule et unique solution réside dans la diversification économique des régions. Pour ce faire, ces dernières doivent compter sur les autres activités économiques, ce qui inclut nécessairement l'abandon des projets de barrages hydroélectriques au profit d'une activité économique viable à long terme et qui s'inscrit dans un contexte de réel développement durable. Les barrages ne sont plus des créateurs d'emplois viables, contrairement à l'industrie touristique. Par ailleurs, la forêt, si elle n'était pas pillée systématiquement par des multinationales, offrirait de très grands potentiels de diversification économique. Puisque ce n'est pas l'objet du présent mémoire, je ne développerai pas davantage au sujet du potentiel qu'offre les forêts.

Ainsi, si la Côte-Nord désire attirer des jeunes comme moi, elle devra offrir ce que les jeunes d'aujourd'hui recherchent, c'est-à-dire des rivières et des forêts dans leurs états naturels, une économie diversifiée et une conscience environnementale qui se reflète dans la gestion de son territoire. Et ceux qui prétendent que la diversification économique est une utopie, que seuls les barrages et les coupes à blanc peuvent sauver les régions sont probablement les mêmes qui s'enrichissent au détriment des intérêts collectifs. Ce ne sont pas les projets et les idées qui manquent pour en arriver à se défaire des dictatures économiques qui caractérisent trop souvent les régions, mais bien le courage et l'audace politique de le faire. Mais les régions qui le feront en premier seront celles qui survivront à l'effondrement annoncé des économies régionales. Le manque de bois et la dégradation des écosystèmes entraîneront un jour ou l'autre de véritables catastrophes économiques. D'ailleurs, c'est déjà commencé dans certaines régions...

Les rivières sont une richesse collective et elles appartiennent à l'ensemble de la population québécoise, tant actuelle que future. La décision de les bétonner ou non relève d'un choix de société qui dépasse largement les simples considérations financières d'une société d'État qui manipule scrupuleusement les chiffres comptables. La rivière Magpie constitue l'une des plus belles rivières de la Côte-Nord et son sort ne peut se restreindre à une seule audience publique. Qui sommes-nous pour priver nos enfants et nos petits-enfants de cet héritage patrimonial? Que leur restera-t-il une fois que l'on aura harnaché ou détourné toutes grandes rivières de la Côte-Nord? Au rythme où vont les

choses, je me demande bien à quoi ressemblera la Côte-Nord dans cinquante ans (peut-être que je saurai mort, mais mes enfants vivront encore).

Par conséquent, **je recommande que ce projet de barrage soit abandonné que l'ensemble de la rivière Magpie (y compris ses bassins versants) soit transformé en parc national québécois.** Il y a trop peu de parcs nationaux au Québec et ces derniers sont victimes d'une surutilisation. Il m'apparaît donc primordial que d'autres parcs soient créés compte-tenu de l'engouement sans précédent que le Québec connaît pour les activités de plein air, notamment en ce qui concerne le canotage.

Sébastien Béland
23, Jeanne-Marie-Chavoïn #306
Gatineau (Québec) J8Z 1V9
(819) 770-5961
belands@infonet.ca